

ARRETE MUNICIPAL N°A2025-402
AUTORISANT UNE OCCUPATION DU DOMAINE
PUBLIC
40 RUE PIERRE VILLEY
LE VENDREDI 02 MAI 2025 ET LE SAMEDI 03 MAI
2025

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE COURSEULLES S/MER

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2211-1 et suivants et L2213-1 et suivants, et L2122-18,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

Vu l'arrêté interministériel modifié du 24 Novembre 1967 sur la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

Vu l'arrêté municipal n°2020-280 du 22 juin 2020 portant délégation de fonctions et de signature au bénéfice du 5^{ème} Adjoint, Monsieur Francis NICAISE,

Vu la demande de Monsieur Heny Jean-Luc – 40 rue Pierre Villey – 14470 COURSEULLES-SUR-MER, en date du 28 avril 2025,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures pour assurer l'ordre, la sécurité des intervenants et de la population,

Considérant la nécessité d'assurer le parfait déroulement du déménagement effectué par l'entreprise mandaté par Monsieur Heny,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'entreprise mandaté par Monsieur Heny est autorisée à occuper le domaine public, afin de réaliser un déménagement, au n°40 rue Pierre Villey, le **vendredi 02 mai 2025 à partir de 18h00 et le samedi 03 mai 2025 jusqu'à 20h00.**

ARTICLE 2 : Le STATIONNEMENT sera interdit à tout véhicule (sauf celui de l'entreprise mandaté par Monsieur Heny) sur la valeur de 3 (trois) places de stationnement situé devant le n°40 rue Pierre Villey, le **vendredi 02 mai 2025 à partir de 18h00 et le samedi 03 mai 2025 jusqu'à 20h00.**

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire aura la charge de matérialiser les dispositions citées dans l'article 2, par des moyens réglementaires.

ARTICLE 4 : Il est interdit aux véhicules effectuant le déménagement de rouler ou de se stationner sur les trottoirs et de se stationner devant les sorties d'habitations des riverains de cette rue.

ARTICLE 5 : Afin d'assurer la sécurité, le pétitionnaire aura la charge de matérialiser la zone du déménagement.

ARTICLE 6 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout officier de police judiciaire et agent de la force publique habilités à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7 : Les dispositions du présent arrêté ne seront pas applicables aux véhicules d'urgence (SAMU, sapeurs-pompiers, ambulances, police).

ARTICLE 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de la notification.

ARTICLE 9 : Madame le Maire, Monsieur l'adjoint au maire en charge de la sécurité, Monsieur le commandant de la communauté de brigade de Courseulles-sur-Mer, Monsieur le responsable de la police municipale ainsi que le pétitionnaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui fera l'objet d'une insertion au registre des actes de l'exécutif, d'une publication et sera transmis à la Préfecture du Calvados.

Fait à COURSEULLES S/MER, le 28/04/2025

Signé le 30/04/2025

Publié le 30/04/2025

Pour le Maire et par délégation



Le Maire Adjoint

Francis NICAISE